

## États et religions dans la politique intérieure des États-Unis depuis la seconde guerre mondiale

La liberté religieuse et la séparation des Églises et de l'État sont inscrites dans la constitution des États-Unis. Aucune religion ne peut bénéficier d'un statut privilégié et la liberté de culte ne peut pas être entravée. L'État ne peut subventionner aucun établissement scolaire privé. Les États-Unis sont marqués, depuis leur origine, par l'influence du protestantisme qui imprègne la pensée, les valeurs culturelles et spirituelles au point d'être à l'origine d'une forme de religion civile. Ainsi se trouve-t-on devant un paradoxe d'un pays très officiellement laïc et sécularisé dans lequel la religion reste un phénomène important de la compréhension de la société. Pour bien saisir cela il faudrait d'abord reprendre les héritages que l'on peut saisir à la fin de la 2GM avant de voir chronologiquement une première réaction contemporaine de la guerre froide puis les évolutions récentes depuis les années 1980.

### I – les héritages

#### 1 – question institutionnelle

Le premier amendement à la Constitution datant de 1791 concerne la liberté d'expression et de religion . On interdit d'instituer au niveau fédéral une religion officielle, toutes les religions sont autorisées. Thomas Jefferson parle de « mur de séparation entre État et religion » mais le mot «laïcité » n'apparaît pas dans la constitution :

« Le Congrès n'adoptera aucune loi relative à l'établissement d'une religion, ou à l'interdiction de son libre exercice ; ou pour limiter la liberté d'expression, de la presse ou le droit des citoyens de se réunir pacifiquement ou d'adresser au Gouvernement des pétitions pour obtenir réparations des torts subis. »<sup>1</sup>

La Cour suprême est une institution fondamentale qu'on doit connaître car elle intervient souvent dans ces affaires. La Cour Suprême est composée de 9 juges, elle siège à Washington. Elle est le dernier recours pour les citoyens des États. Ainsi dans l'histoire des États-Unis, ces 9 juges ont décidés de casser des décisions des cours des États, ce qui fait jurisprudence et les arrêts de la Cours Suprême sont connus généralement par le nom de l'instance....(exemple Plessy vs Ferguson en 1896 est l'arrêt qui décrète que les noirs et les blancs sont égaux mais séparés : c'est le début de la ségrégation. En 1954 un autre arrêt de la Cour Suprême casse cette décision rendant possible l'accès des étudiants noirs à n'importe quel établissement scolaire, l'arrêt Brown v. Board of Education of Topeka )

La Cour Suprême doit donc veiller à l'application de la Constitution et de cet amendement également : les juges de la Cour suprême sont les gardiens de la laïcité. Cependant il faut distinguer État fédéral et États fédérés : en matière religieuse, chacun des États des États-Unis avait à l'origine une certaine liberté religieuse qui était en contradiction avec ce « mur de séparation » : par exemple certains États avaient une religion officielle (calvinisme en Nouvelle Angleterre), on pouvait lire la Bible dans les écoles et universités, et pour avoir un poste dans la fonction publique, il fallait appartenir à telle religion. On estimait qu'on pouvait favoriser une religion tant qu'on n'empêchait pas les autres de s'exercer librement, ce n'était pas en contradiction avec le premier amendement

Mais une affaire en 1940 va changer les choses : une Cour du Connecticut condamne des témoins de Jéhovah qui avaient fait du prosélytisme dans un quartier catholique. La cour suprême intervient et annule la condamnation , disant qu'elle est contraire à la liberté d'expression, à l'exercice de la religion. Par la suite, en 1947, les Etats fédérés comme l'Etat fédéral doivent

---

1 1er amendement (article ajouté après écriture de la constitution) adopté en 1791 avec 9 autres amendements qui forment ce que l'on appelle le « *Bill of Rights* »

séparer Etat et religion et n'ont plus cette liberté religieuse qu'ils avaient avant, ils doivent faire apparaître cette séparation dans leur constitution.

Les implications de ce principe sont nombreuses. Si l'Etat ne favorise aucune religion, il n'empêche ou ne gêne leur exercice. Donc les lieux publics ne sont pas marqués de signes religieux mais les personnes privées peuvent avoir les habits religieux qu'elles veulent. Le port du voile est donc autorisé à l'école contrairement à ce qui se passe en France. On peut aussi porter le voile, la kippa ou le turban sikh au Congrès. L'Etat ne se pose pas en juge des mouvements religieux et n'interdit aucun de ces mouvements, même si certains d'entre eux sont considérés en France comme sectes ou dérives sectaires comme la scientologie par exemple.

## 2 – un pays protestant ?

Longtemps, le protestantisme a défini la culture majoritaire à laquelle les nouveaux migrants devaient s'intégrer. Cet héritage demeure dans la conviction partagée que chaque individu compte, qu'il a les mêmes droits et devoirs. L'individualisme protestant pose en même temps qu'une égalité de droits, le principe de la responsabilité individuelle : l'individu, soumis à la tentation permanente du péché, dispose de la liberté d'y céder ou d'y résister. Cet individualisme fondamental conduit à une forme de conformisme<sup>2</sup> : le bon citoyen suit le courant dominant, exècre le mensonge, respecte les valeurs morales. Cette intransigeance morale remonte au milieu du XIXe siècle. S'il légitime l'enrichissement personnel, le protestantisme impose également aux riches l'action philanthropique. Le mécénat, le bénévolat, le sponsoring perpétuent cette tradition.

Éclaté en une diversité d'églises (les Baptistes sont toujours le groupe le plus important), le protestantisme reste très dynamique notamment grâce à l'action des Évangéliques (qui représentent environ ¼ de la population). Le protestantisme américain s'est divisé, dès le milieu du XIXe siècle, en un courant progressiste, très ancré dans les États du Nord-est, et un courant conservateur, dans les États du Sud-est (Bible Belt). L'influence du protestantisme imprègne l'ensemble de la société et les autres religions ont tendance à lui emprunter des attitudes, des courants de pensées, parfois des rites. Il attire également des migrants déçus par la pratique de leur religion aux États-Unis (ainsi, un hispanique sur 4 est protestant aujourd'hui).

Le pluralisme religieux s'accroît depuis la fin du XIXe siècle et la société s'y adapte, non sans tensions. L'immigration du XIXe siècle (irlandaise et italienne majoritairement) puis de la seconde moitié du XXe siècle (surtout latino -américaine) a conforté le catholicisme qui devient la principale minorité religieuse dès les années 1920. D'autres minorités religieuses jouent également un rôle actif dans la société américaine : la communauté juive s'est renforcée tout au long du XXe siècle et influe sur la vie culturelle et politique du pays.

Plus récente, la communauté musulmane (2% de la population) connaît la progression la plus rapide. Celle-ci est due notamment à l'adhésion des Afro-américains. Associé depuis les années 1950, au combat d'une partie d'entre eux pour leurs droits civiques et politique, l'islam a conquis une partie de la communauté afro-américaine grâce au discours radical de leaders charismatiques comme Malcolm X.

L'intégration de ces différents groupes religieux a été progressive. Longtemps très fort, l'hostilité aux catholiques a connu un regain dans les premières décennies du XXe siècle avec l'accroissement de la population catholique. Les juifs n'ont obtenu les droits civiques que peu à peu et l'antisémitisme fait des incursions récurrentes dans la société américaine. Depuis le 11 septembre 2001, on constate la montée d'un sentiment anti-musulman qui s'est cristallisé lors de la dernière campagne présidentielle sur la personne de Barack Obama. Toutefois, la nécessité de fédérer des populations issues d'horizons culturels très divers l'emporte et a fait entrer la tolérance au tableau des valeurs américaines.

---

2 Constat que l'on peut faire avec Tocqueville au XIXe.

## II – Le contexte de la Guerre Froide

### 1 – la lutte contre les « sans-Dieu »

Les années 40 voient la multiplication d'actes de la cour suprême pour que la séparation soit appliquée dans les Etats.. Elle l'est déjà au niveau fédéral. Mais avec la guerre froide, on insiste sur la religion, puisque les communistes sont sensés ne pas en avoir... Devant cette idéologie qui condamne la religion comme l'opium du peuple, les USA s'enorgueillissent de leur liberté religieuse. Truman et Eisenhower multiplient les efforts pour réunir les croyants dans un consensus de la foi. Ils cherchent à lutter contre le sentiment opposé aux catholiques. Eisenhower, dans ses discours met la religion en avant comme ciment contre le camp communiste. C'est dans ce contexte de construction d'un front uni des religions, surtout chrétienne, mais le judaïsme s'y retrouve aussi, qu'il faut comprendre les décisions prises. En 1954 le serment d'allégeance subit une modification supplémentaire :

Document 1 : l'évolution du serment au drapeau : extrait de  
<http://www.ushistory.org/documents/pledge.htm>

*The Pledge of Allegiance was written in August 1892 by the socialist minister Francis Bellamy (1855-1931). It was originally published in The Youth's Companion on September 8, 1892. Bellamy had hoped that the pledge would be used by citizens in any country.*

*In its original form it read:*

*"I pledge allegiance to my Flag and the Republic for which it stands, one nation, indivisible, with liberty and justice for all."*

*In 1923, the words, "the Flag of the United States of America" were added. At this time it read: "I pledge allegiance to the Flag of the United States of America and to the Republic for which it stands, one nation, indivisible, with liberty and justice for all."*

*In 1954, in response to the Communist threat of the times, President Eisenhower encouraged Congress to add the words "under God," creating the 31-word pledge we say today. Bellamy's daughter objected to this alteration. Today it reads:*

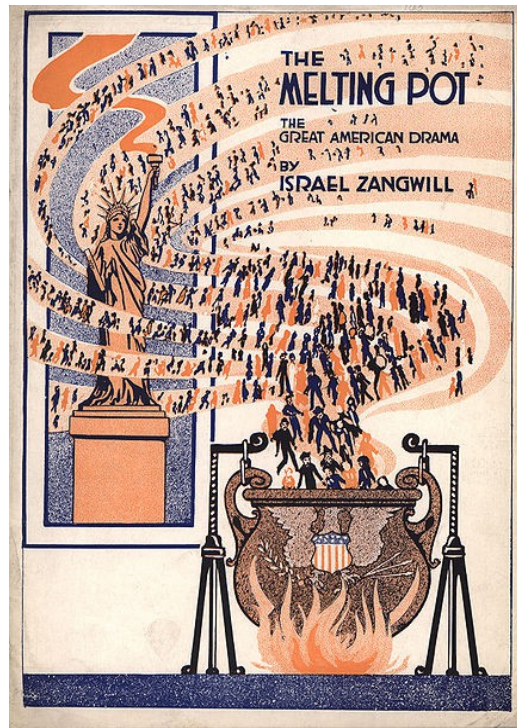
*"I pledge allegiance to the flag of the United States of America, and to the republic for which it stands, one nation under God, indivisible, with liberty and justice for all."*

De même, Eisenhower fait passer en 1956 la devise « *in god we trust* » sur les billets ce qui correspond à une véritable religion civile<sup>3</sup>, œcuménique et générique (protestante, catholique et juive) fut mise en place sous sa présidence (1952-1960).

On insiste également sur le serment du président sur la Bible. Or ce geste n'est pas dans la Constitution. C'est une pratique traditionnelle qui a connu deux ou trois exceptions depuis la création des États-Unis. C'est une espèce de religion civile qui permet à tous (protestants, catholiques et juifs) d'être intégrés, comme si une religion était naturelle et nécessaire... Elle n'est pas sans évoquer le « *melting pot* », cette image de la fusion des populations formant une nouvelle Nation. Dans la pièce de théâtre (1908) qui a inventé le concept, chaque groupe a sa religion : les WASP<sup>4</sup> sont bien entendu protestants et il peuvent être de différentes obédiences, les Irlandais et les Italiens sont catholiques, les juifs jouent également un rôle.

3 Religion civile : Le concept de religion civile se comprend aux États-Unis comme un climat diffus de sacré dans lequel baigne chaque acte politique, en référence à un ordre moral transcendant fait de valeurs communes aux principales religions. La destinée manifeste, concept corollaire du précédent, renvoie à l'idée que la nation américaine tend vers l'accomplissement de la société idéale promise dans la Bible au peuple élu. (cf I. Richet, « États-Unis, religion privée et religion publique en tension », Sciences Humaines n° 160, mai 2005, p 21.)

4 White Anglo-Saxon Protestant



La question religieuse est donc une arme dans la Guerre Froide, mais il ne faudrait pas convertir toute l'Amérique à la religion à tout prix. Les années 1960 et 1970 présentent des caractéristiques suffisamment contradictoires pour ne pas se représenter les États-Unis comme tout religieux ou tout laïc. Déjà il faut intégrer le fait que la religion joue un rôle dans la société, ce qui n'est pas très naturel pour notre culture française. Ensuite, il ne faut pas oublier que le refus absolu des Américains d'avoir une religion d'État ne signifie pas le rejet de la religion...

La conception traditionnelle de la liberté de religion aux États-Unis n'implique pas automatiquement une affirmation de laïcité. En fait l'absence de religion est généralement considéré comme le trait le plus caractéristique du communisme : avant d'être tyrannique, militariste, expansionniste, l'URSS est *godless*. Aussi, quelqu'un qui se présente pour un poste dans une administration publique ou dans une entreprise travaillant pour la défense nationale, a intérêt à ne pas mettre sur la feuille à remplir en face de *religion*, le mot *none*. N'importe quelle religion peut faire l'affaire, mais il vaut mieux qu'il y en ait une.<sup>5</sup>

Malgré cette volonté de s'unir contre les « sans Dieu » communistes, les ressentiments persistent envers les catholiques. Même si Eisenhower déclarait : « Notre forme de gouvernement n'a pas de sens si elle n'est pas fondée sur une profonde foi religieuse et peu m'importe laquelle »<sup>6</sup>, le sentiment d'hostilité au catholicisme s'est manifesté lors de l'élection de J.F. Kennedy en 1960 :

L'élection de J.F. Kennedy (...) marquait un tournant historique dans le comportement du peuple américain parce que pour la première fois, rompant avec une tradition qui ignorait la Constitution, il envoyait un catholique à la Maison Blanche<sup>7</sup>.

Cependant, dans les années 1960, l'esprit de laïcité semble progresser aux États-Unis. La

<sup>5</sup> Dans Leo Sauvage, *Les Américains*, Paris, 1983, p 495-496

<sup>6</sup> *ibidem*

<sup>7</sup> *ibidem*

querelle de la prière à l'école pose la question dans les années 1962 et 1963. A l'origine une décision du Conseil de l'instruction publique de l'Etat de New York rendant obligatoire la récitation d'une prière de 22 mots que tout croyant pouvait déclamer. L'affaire remonta à la Cour Suprême qui déclara en juillet 1962 que les prières dans des établissements publics étaient contraires à la Constitution. Deux autres affaires venant du Maryland et de Pennsylvanie posèrent des questions similaires l'année suivante, des parents refusant la prière obligatoire dans l'école de leurs enfants. Là encore, la Cour Suprême déclara que les Etats « *exigent des pratiques religieuses et de telles pratiques constituent une violation directe du droit des plaignants* ».

En 1967 fut abolie l'interdiction d'enseigner la théorie de l'évolution, décision remontant à 1925. Même si c'est une vieille histoire, retenons quelques éléments. En mars 1925, la loi Butler interdit dans l'Etat du Tennessee l'enseignement de toute théorie contredisant « *l'histoire de la création divine de l'homme telle qu'elle est enseignée dans la Bible* ». Un professeur de Biologie en accord avec une association des libertés civiles (*ACLU : American Civil Liberties Union*) enseigna les théories darwinienne et est arrêté. L'objectif est de médiatiser l'affaire... Le procès a lieu en juillet 1925 et est passé dans l'histoire sous le nom de « Procès du singe ». En fait, le procès fut gagné par les anti-évolutionnistes et la loi perdura au Tennessee jusqu'en 1967. Le même genre de décision est prise en Arkansas en 1969 abolissant l'interdiction de l'enseignement des théories de l'évolution décidée en 1928.

Parallèlement, le grand combat des années 1960 est celui des droits civiques des noirs. Cette lutte est en grande partie menée par des pasteurs au premier rang desquels Martin Luther King (1929-1968). L'engagement de King commence en 1955 ; dès 1957 est fondée la SCLC (*Southern Christian Leadership Conference*) qui participe au mouvement contre la ségrégation. Les pasteurs jouent un rôle décisif, mais le christianisme est, pour certains, trop lié à la culture des anciens esclavagistes, et l'islam leur apparaît comme une religion plus adaptée à l'émancipation des Afro-Américains, avec un mouvement comme les *Black Muslims*, fondé en 1930, dans lequel Malcolm X (1925-1965) milita jusqu'en 1964.

## 2 – libéralisme et moralité

En 1973, la Cour Suprême rendit l'arrêt *Roe vs Wade*, qui reconnaissait l'avortement comme un droit constitutionnel et invalidant les lois le prohibant ou le restreignant. En réaction, les catholiques conservateurs s'allièrent avec les protestants conservateurs s'opposant ainsi aux « libéraux » favorables à l'avortement et dans son sillage à d'autres causes comme les droits des minorités :

En 1979, cette alliance des conservatismes avec l'adjonction des mormons devint la *Moral Majority*, dont la figure de proue était le pasteur fondamentaliste Jerry Falwell, mais dont les principaux idéologues étaient catholiques, de même que Phyllis Schlafly, principale opposante à l'amendement consacrant l'égalité hommes-femmes. Si la *Moral Majority* se targua d'avoir fait élire Ronald Reagan en 1980, ce dernier ne parvint pas à rétablir la prière à l'école ou à faire interdire l'avortement.<sup>8</sup>

Dans les années 1970, la question du créationnisme revient sur le devant de la scène car certains États tentent d'introduire l'enseignement de l'histoire de la Création biblique dans l'enseignement de la Biologie. Ces décisions sont généralement cassées par la Cour Suprême : dans le Tennessee en 1973 (cassé en 1975) puis en Arkansas en 1981 (aboli en 1982 par la cour de District de l'Arkansas). La question religieuse revient régulièrement. En 1976, Carter est le premier président à afficher son caractère de « *born again* »

---

8 L. Henetton, « Dieu peut-il faire l'élection », dans *Sciences Humaines Hors série n°17, De la pensée en Amérique*, nov-déc 2012, p 89.



### III – Dieu est américain ?

L'arrivée de R. Reagan et le triomphe républicain avec la fin de la Guerre Froide laisse s'exprimer les sentiments religieux. Être protestant reste un atout souvent déterminant pour un homme politique américain et de nombreux présidents, républicains comme démocrates, sont issus de la « Bible Belt ». A la fin du XXe siècle, l'influence politique de la droite religieuse s'est accrue. Cette droite cherche à imposer un programme politique conservateur et le contrôle de la cour suprême est devenu pour elle un enjeu essentiel. Le rapprochement entre les conservatismes catholique et protestant devient plus net.

« Sur le thème de la morale naturelle, le catholicisme et le fondamentalisme se fécondent de plus en plus » dit le P Toolan (...) Et cette collaboration avec la droite religieuse (baptiste et fondamentaliste) politique , économique est perçue comme un tournant dans un pays où l'épiscopat épousait hier davantage les options libérales et démocrates des électeurs catholiques (...) Après ce virage, le catholicisme américain risque de perdre une partie du capital de sympathie que lui avaient valu des décennies d'efforts pour s'intégrer à la société éduquée américaine, pour perdre son image d'Eglise de migrants....<sup>9</sup>

Dans les années 1980, le recours au religieux s'accroît, et encore davantage dans les années 2000 avec G Bush ( junior). En 2007, un sondage révèle que 40% des américains ne voteraient jamais pour un athée. Ainsi, au début du XXIe siècle, le vote aux États-Unis reste lié à la pratique religieuse. Les États où elle est la plus faible se montrent favorables aux démocrates (nord-est, côte ouest) ceux où elle est la plus forte aux républicains (sud-est, centre du pays).

La sécularisation de la société états-unienne est moins achevée que celle d'autres démocraties occidentales. Dans la « Bible Belt », 86% de la population déclarait croire en Dieu en 2008, 69,5% dans l'ensemble du pays. Près de la moitié des américains ont une pratique religieuse régulière. Par ailleurs, plus qu'en Europe, les aspirations spirituelles s'expriment hors du cadre des Églises traditionnelles. Les mouvements sectaires sont plus nombreux (environ 5000) et mieux tolérés. Certains ont acquis une notoriété internationale (Église de l'Unification, Église de la Scientologie.. ) En tant qu'Églises, ils bénéficient de l'exemption fiscale et leurs succès reflètent une religiosité très vive dans la société américaine. Les Églises protestantes, elles-mêmes, génèrent des manifestations de masse comme le « télévangélisme » ou le mouvement des « Born again » (chrétiens du renouveau).

Dans le monde occidental, les États-Unis sont de loin le pays où le christianisme demeure la religion la plus pratiquée. Selon l'enquête « *Religious Landscape Study* » de 2014, 63% des personnes interrogées croient en Dieu et se disent « absolument certains » de son existence, 20% en sont « presque certains », 8% ne sont « pas sûrs du tout » et seulement 9% disent ne pas croire en Dieu. Quant à la prière, pas moins de 55% disent prier quotidiennement, 16% prient au moins une fois par semaine et 6% une fois par mois. La pratique religieuse est la mesure de cette foi : 36% des Américains se rendent à un service religieux au moins une fois par semaine, et 33% le font une à deux fois par mois ou moins souvent (en France 7% de Français se rendent au moins une fois par mois à la messe). Pourtant, des études montrent que cette ferveur religieuse ne s'accompagne pas d'une connaissance théologique plus approfondie que dans les autres démocraties occidentales. La majorité des américains n'ont de leur religion qu'une approche superficielle, plus rituelle que spirituelle.

---

9 H. Tincq, « Le catholicisme américain vire à droite », *Clinton Président*, Le monde spécial, novembre 1992.

	2007	2014
Chrétiens	78,4	70,6
Non chrétiens	16,1	22,8
Non-affiliés	4,7	5,9

Dans la société américaine, ils seraient 22% à se déclarer « non-affiliés » à savoir sans religion, agnostiques et athées. Ils étaient moins de 10% voilà 25 ans. La plupart sont tout simplement des personnes qui se sont éloignées des Eglises, selon un processus de sécularisation comparable à celui que connaît l'Europe. L. Henneon précise : « 40% des 18-29 ans se considèrent comme « nones ». Autrement dit ils ne se définissent plus du tout comme leurs parents, qui cultivaient une sorte d'identité religieuse. Or les « nones » sont encore peu visibles parce qu'ils ne forment pas un groupe homogène. Répartis dans tout le pays, même dans les Etats républicains, ils votent peu et se méfient des institutions. Très progressistes, démocrates à deux-tiers, majoritairement blancs et souvent diplômés, ils représentent un défi pour le parti démocrate qui a du mal à les mobiliser. Pour l'instant. (...) Les chrétiens conservateurs blancs arrivent encore à imposer leur norme en réussissant, localement, à restreindre le droit à l'avortement. C'est un combat culturel. Mais au fond, ce monde blanc, protestant, conservateur, traditionaliste, fait face à un déclin inexorable »<sup>10</sup>

## Conclusion

Les relations entre les Etats et les religions aux Etats-Unis montre une autre version de la sécularisation, après l'exemple français (cf TC) dans lequel les relations sont à peu près réduites à rien et l'exemple turc dans lequel la religion musulmane joue un rôle de cohésion dans la société et qui est en partie utilisé par le pouvoir dans cet objectif malgré une laïcité proclamée. La religion protestante est à l'origine du pays à égalité avec le culte de la liberté, puisque les *Pilgrim Fathers* étaient des protestants persécutés. Cela peut expliquer l'orientation globale des relations entre Etat et Religion aux Etats-Unis : aucune religion ne peut être favorisée par les autorités mais l'esprit religieux inspire les principes politiques. Après de nombreuses vicissitudes correspondant aux aléas historiques (guerre froide, réaction conservatrice) la situation actuelle semble contradictoire. D'un point de vue immédiat et sociologique, les protestants restent au premier rang pour les affaires politiques, le soutien des évangéliques recherché par Trump et qui lui a été largement donné reste dans cette tendance, mais parallèlement, la société américaine voit se développer de plus en plus la catégorie des non-affiliés (1/5e de la population) qui seront sans doute un ferment de changements des mentalités et des pratiques dans un futur proche. L'alternance visible entre des décisions allant vers la sécularisation (comme par exemple ce qui concerne l'avortement) ou revenant en arrière, pourrait aller maintenant vers des décisions encore plus sécularisées, après une période assez longue (en gros depuis Reagan) de domination des idéaux évangéliques.

<sup>10</sup> Cité dans Une république laïque où il est convenu de croire, article de H. Lindell, dans L'Empire américain, Le monde HS 2019, p 77.

